

Publié le 29 Novembre 2015 - Mis à jour le 29 Novembre 2015

Atlantico Green

COP 21 : pourquoi les villes sont la clé de la réussite dans les négociations sur le climat



Paris accueille la COP21, la conférence climat dès ce dimanche 29 novembre. Les dirigeants du monde entier vont se réunir pour tenter de trouver un accord afin que l'augmentation de température ne dépasse pas deux degrés. Au delà des accords entre chef d'Etat, les politiques environnementales des villes ont un impact réel, concret et immédiat. Il est important que Paris devienne un exemple en la matière.

Avec [Myriam Maestroni](#)
[Voir la bio en entier](#)

Atlantico : Alors que la COP 21 réunit les dirigeants du monde entier ce week-end à Paris, un rapport tend à montrer que les politiques environnementales des villes sont primordiales et bien plus concrètes que les discours politiques. Certaines grandes villes comme Sydney ou Tokyo font parties de l'association "C40 Cities " (l'Association des grandes villes pour un développement durable). En quoi l'implication des grandes villes est essentielle pour limiter le réchauffement climatique ?

Myriam Maestroni : Notons, tout d'abord, que l'enjeu de la COP 21 est extrêmement clair : Il s'agit de limiter le réchauffement climatique de notre planète en deçà du seuil de 2°C (à comparer au réchauffement actuellement constaté sur notre planète et qui atteint déjà 0.85°C). Au delà de ce chiffre fatidique, selon la communauté scientifique parmi laquelle il existe un écrasant consensus, notre planète subirait des perturbations climatiques

majeures et donc difficile, voire impossible, à contrôler: fonte des glaces polaires, augmentation du niveau des mers, accroissement des épisodes climatiques extrêmes (tempêtes, cyclones, inondations...), mais aussi, bien sûr, une limitation naturelle des zones cultivables, donc moins de nourriture et des risques de famine, une salinisation des ressources d'eau potable et donc des déplacements de populations encore plus privées par le manque d'eau, une dégradation encore plus rapide de la biodiversité pour rester sur des perspectives d'ordre général, mais bien suffisamment effrayantes. De fait, plus personne ne peut désormais ignorer, pour ne citer qu'une illustration parmi bien d'autres, que 2014 a été reconnue comme l'année la plus chaude depuis le début du relevé des températures en 1880, et l'Organisation météorologique mondiale a annoncé, mercredi 25 novembre dernier, que 2015 battra sans doute ce record en devenant l'année la plus chaude jamais enregistrée.

Au rythme actuel des émissions, ce seuil des 2°C serait atteint dès 2040, c'est à dire dans à peine un peu plus de 20 ans. Il s'agit donc de réduire de façon significative les émissions de gaz à effet de serre (dont le CO2) pour parvenir à un pic d'émissions d'ici à 2020 et, à une réduction progressive jusqu'à atteindre l'objectif d'une neutralité carbone, c'est à dire l'arrêt des émissions nettes des capacités d'absorption par la planète entre 2030 et 2050.

Comment mieux illustrer l'urgence et donc le besoin impérieux de parvenir à un accord global et contraignant définissant précisément les objectifs des différents pays en la matière pour l'après 2020? Il s'agit bien là, de la raison fondamentale, pour laquelle, plus de 150 chefs d'Etats sont réunis à Paris, ce week-end, pour participer à l'une des conférences diplomatiques parmi les plus importantes jamais organisées en dehors des assemblées générales des Nations Unies à New York, et qui, précisons le, a été maintenue malgré les tragiques événements que vient de vivre notre pays.

Pour limiter les émissions, et donc le réchauffement climatique, les solutions sont connues. Il s'agit d'accroître la part des énergies renouvelables, de limiter drastiquement la part des énergies les plus émissives dont le charbon, de capturer et stocker le CO2, de réduire nos déchets (qui émettent du méthane et qu'il faut incinérer), de réduire nos consommations d'énergie, de rationaliser et décarboner nos transports, de modifier nos habitudes de vie etc. Il n'y a pas de solutions miracles mais bien une somme de mesures qui, toutes, comptent.

Il est bien évident que l'engagement des Etats est certainement une condition nécessaire mais qui risque malgré tout d'être insuffisante. En effet, aujourd'hui, même si on observe généralement beaucoup de bonne volonté de la part des différents pays, dont la plupart ont communiqué leur contribution respective, à cet engagement global, on est encore loin du compte. Opposition des milieux conservateurs aux Etats-Unis, fortes réticences de l'Inde largement dépendante de la consommation de charbon, désintérêt des pays du Golfe tels l'Arabie Saoudite ou la Qatar pour la transition énergétique, inquiétudes du Japon post Fukushima, manque de moyens de pays en attente de fonds verts, etc, ne sont que quelques exemples des difficultés à prendre en compte pour parvenir à caler une feuille de route qui ne dépendrait que des seuls Etats, même si ces derniers, aucun doute n'est permis, se doivent de baliser clairement la voie.

C'est sans doute cette situation qui détermine un certain nombre d'autres parties prenantes à jouer un rôle actif pour contribuer à accélérer cette transition énergétique. Parmi les différents acteurs, et sans intention d'être exhaustive, on va trouver la société civile (largement impliquée partout dans le monde et déterminante dans des pays comme la Chine qui a fixé des objectifs plus élevés sous la pression des populations victimes de la qualité de l'air), les ONG, les entreprises (saluons le travail d'associations dont Entreprises pour l'Environnement -EPE- en France, fortement engagée et à l'origine avec 25 autres associations internationales travaillant sur le climat du premier Business & Climate Summit qui a eu lieu à Paris en mai dernier), les régions, de façon indépendante ou réunies au sein d'entités tel le R20, créé par Arnold Schwarzenegger, ex gouverneur de Californie (avec Michèle Sabban), et, bien sûr, les villes, qui à leur tour se sont également organisées pour mieux faire face aux multiples défis que suppose cette lutte contre le changement climatique.

Ainsi l'organisation internationale C40 -C40 Cities Climate Leadership Group-, qui a été créée en 2006, sous l'impulsion de l'ancien Président des Etats Unis, Bill Clinton (à l'origine de la Clinton Climate Initiative -CCI-) et de l'ancien Maire de Londres (de 2000 à 2008) Ken R. Livingstone, qui décidaient d'unir leurs forces pour créer un réseau de 40 grandes villes (de plus de 3 millions d'habitants et/ou classées parmi les 25 premiers contributeurs en terme de PIB) ou mégapoles (plus de 10 millions d'habitants) engagées dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Depuis Décembre 2013, elle est présidée par Eduardo Paes, maire de Rio de Janeiro. Cette organisation est un réseau, qui regroupe désormais 78 des plus grandes villes du monde, réparties sur l'ensemble des continents : Johannesburg, Hong Kong, Seoul, Shenzhen, Athènes, Berlin, Istanbul, Madrid, Moscou, Rome, Paris, Varsovie, Bogota, Buenos Aires, Caracas, Lima, Mexico, Rio de Janeiro, Boston, Chicago, Boston, Houston,

New York, New Delhi, Bangkok, Hanoi, Sydney ou Tokyo... pour n'en citer que quelques unes. Au delà des membres de plein droit, le C40 s'est ouvert à des villes qui s'illustrent par des actions innovantes et volontaristes en matière de lutte contre le changement climatique qualifiées d' « Innovator Cities » (Durban, Amsterdam, Barcelone, Venise, Santiago, San Francisco, etc) et à des villes qui pourraient intégrer, à court terme, le réseau, et qui bénéficient d'un statut d'observateurs -« Observer cities » (telles Dar es Salaam, Beijing, Shanghai, ou encore Singapour par exemple).

Sur le plan global, l'ensemble des mégapoles qui font partie de ce réseau représente 550 millions d'habitants, soit près de 10% de la population mondiale... pour le moment... En effet, depuis 2008, date à laquelle pour la première fois, la population urbaine est devenue supérieure à celle vivant en milieu rural, les villes - dont la population ne cesse depuis lors de croître - deviennent le maillon fort de la lutte contre le changement climatique. On estime que, d'ici à 2050, 2/3 de la population mondiale vivrait dans des villes -dont 90% sur les zones côtières-, ce qui les rend, bien sûr, à la fois plus vulnérables aux risques liés au dérèglement climatique et plus directement concernées par le fait de trouver des solutions, en mettant à profit leur pouvoir économique, puisqu'elles contribuent d'ores et déjà de façon significative à la création de richesses (le C40 représente 25% du PIB mondial). D'ailleurs, les maires des principales villes du monde n'ont pas attendu les engagements de la COP 21 pour mettre en œuvre des actions locales concrètes en faveur d'un futur bas carbone, tout en se souciant de la santé des populations et d'un environnement économique porteur. Ces efforts locaux viendront, bien sûr, directement nourrir l'effort plus global des états.

Quelles sont les villes citées en exemple ? Qu'ont-elles mis en place très concrètement ?

Il est intéressant de noter que l'actuel Président de C40 Cities a succédé à l'homme affaires Michael R. Bloomberg, devenu depuis envoyé spécial de l'ONU sur les villes et les climats. Ce dernier, alors maire de New York, de 2002 à 2013, promettait dès 2007 une réduction de 30% des émissions de CO2 de sa ville, à l'horizon 2030, en décidant notamment de planter un million d'arbres, de réaliser la rénovation énergétique des gratte-ciel de Manhattan ou encore de mettre en place un péage pour les véhicules circulant dans le centre ville. Ces mesures s'inscrivent dans un ensemble d'actions en faveur du climat, et elles ont permis à Michael Bloomberg d'affirmer que : « Tandis que les négociations internationales continuent à progresser pas à pas, les villes du C40 montrent la voie. Collectivement, elles ont mis en place plus de 5000 actions visant à lutter contre le changement climatique, et leur volonté de faire plus est plus affirmée que jamais. Tant sur le plan de l'innovation que de la mise en œuvre, les villes sont extrêmement mobilisées pour relever un des plus grands défis de notre temps ». Parmi les différents types d'initiatives mises en place par le C40 Cities, on peut citer celle concernant la gestion de l'eau, de l'énergie et de l'efficacité énergétique, de la mesure et du suivi des réseaux et des consommations, de la gestion des déchets, ou encore du transport.

Sur un plan plus anecdotique, une ville verte peut se distinguer par des signes distinctifs, également favorables au tourisme, comme l'évoque House Trip, un site de locations de vacances tels le nombre de kms de pistes cyclables et son corollaire, à savoir le nombre de vélo/habitant. Amsterdam s'affiche comme une ville où il y a plus de vélos que d'habitants (un vélo pour 0,73 personne) et comme l'une des villes qui fait le meilleur usage de l'eau (seulement 122 litres par personne et par jour). Copenhague a adopté une loi exigeant que tous les nouveaux bâtiments aient des toits végétalisés -une mesure qui permettrait d'ajouter 5.000 m2 de végétation dans la capitale (55% des parisiens jusqu'à encore récemment). Vancouver arrive en tête pour l'efficacité énergétique, 90% de son énergie provenant d'énergies renouvelables. Stockholm prend cependant l'avantage en matière de transports alternatifs, avec 93% de ses habitants qui marchent, font de la bicyclette ou prennent les transports en commun pour aller travailler. Et si les émissions de CO2 de New York sont bien moins élevées que la moyenne américaine (14,5 tonnes par personne), elles sont supérieures à celle de n'importe laquelle des villes européennes mentionnées, et, en fait, selon une étude scientifique publiée par l'académie américaine des sciences, la ville gaspille le plus de ressources au monde.

Il s'agit là de souligner la difficulté de la tâche de ces mégapoles condamnées à suivre attentivement et à améliorer leur intensité énergétique, elle même fonction, entre autres, de l'ensemble des services publics (éclairage, distribution d'eau, collecte des déchets, transports des habitants, ...). Les efforts portent leurs fruits, puisque lors de la décennie 2001-2010, l'utilisation de l'électricité et l'énergie nécessaire au transport des passagers dans les mégacités a crû à un rythme moitié inférieur à la croissance du PIB.

Dans quelle mesure ces impératifs environnementaux ont-ils diminué les émissions de CO2 des villes ? Qu'en est-il du coût économique ?

Un récent rapport réalisé en partenariat avec le C40 et le Stockholm Environment Institute a permis pour la première fois d'évaluer le potentiel collectif de toutes les villes pour réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre. Les résultats montrent que lorsque des politiques locales en matière de transport, de bâtiments, de gestion de déchets et plus généralement autour des chapitres identifiés par les C40, sont mises en oeuvre l'impact est significatif. Ainsi les villes pourraient réduire les émissions annuelles des gaz à effet de serre (GES) de 3,7 gigatonnes (Gt) d'équivalent CO2 supplémentaires d'ici 2030 par rapport à ce que les politiques et actions nationales sont actuellement en voie de réaliser.

Les efforts climatiques des villes aident leurs pays à atteindre des cibles GES plus élevées et à combler le fossé entre les engagements nationaux actuels et ceux qui sont nécessaires pour empêcher la hausse de la température mondiale, comme convenu par les nations dans le cadre de l'Accord de Cancún 2010 de l'ONU. Selon ce rapport, si toutes les villes réalisaient de nouveaux efforts 'vigoureux' pour réduire l'utilisation de l'énergie nécessaire à la construction, le transport et les déchets, d'ici 2050, les villes pourraient réduire les émissions annuelles de GES de 8,0 Gt d'équivalent CO2 par rapport à ce que les politiques et actions nationales sont actuellement en voie de réaliser soit l'équivalent de la réduction de l'utilisation annuelle mondiale de charbon de plus de la moitié. Cumulativement, les villes ont le potentiel de réduire les émissions de plus de 140 Gt d'équivalent CO2 d'ici 2050.

Le coût économique de la lutte contre les émissions de CO2 passe également par des investissements visant à économiser... avec des calculs financiers peu aisés à justifier dans une logique de prix de carbone extrêmement bas. Il s'agit d'un des sujets aujourd'hui les plus sensibles. D'ailleurs, on voit de plus en plus d'Etats, de pays ou de villes mettre en place des marchés carbone. C'est le cas, selon une étude la CDC Climat de plusieurs Etats nord américains (Californie, Maine, New Hampshire, Delaware, Connecticut, Massachussets, New Jersey, New York, Rhode Island, Maryland, Vermont), de plusieurs villes japonaises (Tokyo, Saitama), ou encore de la Chine, qui expérimente depuis 2013 sept marchés pilotes d'échange de quotas d'émissions, et qui a annoncé sa volonté de mettre en place un système national d'échange de quotas à l'horizon 2016. Ces différents systèmes fixent des prix du carbone très différents, de 1,5 € la tonne de CO2 (Japon) à 118,3 € /t CO2. Une des pratiques émergentes consiste à définir un prix notionnel du carbone qui vise à pénaliser les investissements qui privilégieraient encore les énergies fossiles pour les réorienter vers des solutions bas carbone. Mais les débats sur cette question sont loin d'être clos.

Au delà de ces aspects techniques, on voit de plus en plus émerger la prise en compte des externalités. Ainsi Barack Obama a-t-il clairement mentionné, face à un congrès conservateur sous influence du lobbying pétrolier, les coûts liés aux catastrophes climatiques, particulièrement élevés aux Etats Unis avec des sécheresses, des ouragans tels que Sandy et Isaac qui ont respectivement touché New York, la Louisiane, la Floride et le Mississipi en 2012, après le drame de Katrina qui dévastait la Nouvelle Orléans en 2005, ou encore les incendies de forêts, etc.

Où se situe Paris dans tout cela ? Quelles seraient les mesures à prendre pour faire de la capitale un exemple écologique dans le futur ?

Paris a mis en place, dès 2007, un Plan Energie Climat visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre du territoire parisien de 75% en 2050 par rapport à 2004. Ce Plan inclut différentes actions dans de multiples domaines : transports, habitat, urbanisme, gestion des ressources et des déchets, alimentation...

En 2012, en concertation avec les Parisiens, le Plan a été mis à jour, pour tenir compte des évolutions sociales, économiques, techniques, environnementales et légales. Paris a ainsi réaffirmé son engagement dans la lutte contre le changement climatique et a notamment maintenu des objectifs ambitieux à 2020 allant au-delà des obligations européennes et nationales issues du Grenelle de l'Environnement. Plus concrètement, cela suppose une réduction de 25% des émissions de gaz à effet de serre, une réduction des consommations d'énergie (n'oublions surtout pas que la seule énergie à la fois la moins chère et la moins émissive est celle que l'on ne consomme pas!) et le développement des énergies renouvelables (géothermie, co-combustion bois, méthanisation...) qui devraient représenter 25% du total. Au delà de ces mesures générales, la Ville de Paris, s'est fixée pour son patrimoine et ses compétences propres ces mêmes objectifs, mais à hauteur de 30%.

Les opérations d'aménagement demeurent les laboratoires du Plan Climat Energie de Paris, pour l'ensemble des secteurs d'application : efficacité énergétique, énergies renouvelables, mobilités douces, logistique urbaine, végétalisation... Le plan local d'urbanisme a été révisé pour pouvoir imposer aux promoteurs et aux aménageurs des sites à aller au-delà de la réglementation nationale.

La question du logement à plus forte performance énergétique est également une priorité. Le logement parisien représente 35% de la consommation énergétique globale, 1 milliard d'euros de facture annuelle pour les Parisiens, 1,3 millions de logements, dont plus de 220 000 gérés par les bailleurs sociaux...

L'un des objectifs est de réduire les consommations de 30% des consommations d'ici à 2020, notamment pour les logements du parc social d'ici 2020. Les nouveaux objectifs définis dans la loi de Transition Energétique en matière de lutte contre la précarité énergétique (établie lorsqu'un ménage consacre plus de 10% de ses revenus à sa facture énergétique) vont certainement relancer une dynamique d'investissements vertueux grâce à la mise en place de dispositifs innovants tels les Certificats d'Economie d'Energie spécifiques à la question de la lutte contre la précarité énergétique.

Enfin, Paris a multiplié les initiatives en matière de mobilité avec la généralisation des Vélib, des Autolib, les investissements de rénovation et d'extension du réseau de transport public, sans oublier bien sûr les mesures plus récentes de circulation alternée pour lutter contre les pics d'émissions de particules.